

Lettre ouverte

Des centaines d'élèves de l'enseignement spécialisé sans transport scolaire !

à :

- Rudi Vervoort, membre du collège de la Commission communautaire française (COCOF), chargé de la politique de l'enseignement, des crèches, de la culture, des personnes handicapées, du tourisme et du transport scolaire ;
- Philippe Henry, ministre du climat, de l'énergie, de la mobilité et des infrastructures de la Wallonie.

Pour information à :

- Caroline Désir, ministre de l'éducation de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Messieurs les Ministres,

Des centaines d'élèves se retrouvent en ce début d'année scolaire sans transport scolaire ! Vous n'êtes pas sans connaître cette situation catastrophique pour les enfants et jeunes de l'enseignement spécialisé, aussi bien à Bruxelles qu'en Wallonie. De plus, il semble que cela devrait durer encore plusieurs mois. C'est intolérable !

Cette situation signifie que la plupart de ces élèves doivent rester à domicile et sont donc privés de leur droit fondamental à l'éducation. En outre, bien souvent les familles sont dans l'impossibilité de les accompagner par elles-mêmes : absence de véhicule, de transport en commun, manque de moyens financiers, parents eux-mêmes en situation de handicap, incompatibilité d'emploi du temps...

Certaines de ces familles ont déjà dû ou devront renoncer pour l'un des deux parents à l'emploi qu'ils occupent. Le plus souvent c'est la mère qui doit trouver des solutions, ce qui entraîne, en plus de la discrimination envers la situation de handicap des enfants et de la situation sociale des familles, une discrimination basée sur le genre.

Les élèves concernés, particulièrement fragiles, viennent déjà de subir trois années scolaires bouleversées par la pandémie, avec toutes les conséquences néfastes que cela implique pour eux sur leur présent et leur avenir. Or certains circuits de transports scolaires prennent en charge tantôt certains d'entre eux, tantôt d'autres. Les élèves « bénéficient » donc, tour à tour, d'un enseignement partiel, puisqu'ils ne sont pas conduits chaque jour au lieu de leur scolarité !

Nous vous prions donc de trouver le plus vite possible des solutions. Elles passeront forcément par des actions concrètes pour pallier la pénurie de chauffeurs, qui soient bien plus incitantes qu'une campagne de communication, dont nous apprécions l'intention. Toutefois, celle-ci ne peut remplacer des mesures matériellement efficaces : **la communication n'est pas l'action !**

Vous ne pouvez pas laisser plus longtemps ces enfants fragiles sans scolarité et leurs familles dans le désespoir.

Signataires :

France De Staercke, pour la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel (FAPEO)
Bernard Hubien, pour l'Union francophone des associations de parents de l'enseignement catholique (UFAPEC)
Josée Comparato, pour l'Association de parents d'enfants sourds et malentendants (APEDAF)
Geoffroy d'Aspremont, pour l'Association belge pour les enfants en difficulté d'apprentissage (APEDA)
Eliane Demunter, pour Grandir-ensemble
Sophie Leclère, pour Cœur à corps asbl
Isabelle Resplendino, pour Autisme-Belgique

Contacts presse :

France De Staercke, pour la FAPEO : 02 / 527 25 75 - france.destaercke@fapeo.be

Bernard Hubien, Secrétaire Général de l'UFAPEC : 0476/52 74 77 - bernard.hubien@ufapec.be